

L'Argentine au bord du gouffre

lundi 19 novembre 2018, par [KATZ Claudio](#) (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 2018).

L'impuissance du gouvernement face à la corrida des taux de change accélère un dénouement dramatique de la crise. Le président Mauricio Macri a essayé de contenir la dévaluation du peso en annonçant une aide supplémentaire inexistante du FMI et a fini par pousser le prix du dollar au-dessus de 40 pesos (1). Puis il s'est retiré un week-end pour frénétiquement tenter de renouveler son cabinet et a échoué à mettre en œuvre des changements (2). Enfin, il est apparu à l'écran avec la nouvelle d'un ajustement de l'ajustement. Avec l'objectif draconien de « zéro déficit budgétaire », il a demandé aux créanciers un répit.

Les fantaisies d'un endettement tiré par les cheveux durant deux ans ont été enterrées définitivement. L'extension abrupte de l'accord passé il y a seulement 90 jours avec le Fonds monétaire international (FMI) illustre la gravité de la conjoncture (3). La bouée de secours du FMI n'a pas permis de se maintenir à flot.

Ce naufrage est dû à la crainte d'un défaut de paiement de la dette. L'éventualité d'une cessation de paiement a été mise en avant par les principaux journaux financiers. Elle produit une infinie succession de journées noires de dévaluation du peso. Alors que le prix des bons du Trésor argentins chute, le taux de risque du pays déclenche des alarmes sur tous les marchés.

La panique concernant l'effondrement des finances publiques a été provoquée par l'incapacité de réaliser les objectifs convenus avec le FMI. Les pires scénarios d'inflation, de dévaluation et de récession que cet accord prévoyait ont été dépassés. C'est pourquoi Macri joue sa dernière carte en promettant la réduction du déficit budgétaire à zéro en 2019.

Mais cette décision accélère l'effondrement d'une économie déjà déclinante à la suite des coupes budgétaires. La paralysie des travaux publics, la réduction des allocations familiales, la suspension des vaccinations et la pénurie des médicaments oncologiques sont les ultimes signaux de cette pagaille. On sait déjà que l'élimination des ministères va amputer les dernières parties significatives des budgets de la santé et de l'enseignement.

Le principal objectif de l'ajustement est la baisse des salaires. Le gouvernement reconnaît que l'inflation atteindra 42 % alors que les salaires augmenteront de 18 % à 25 %. Il a réduit le statut du ministère du Travail en vue de bloquer toute obstruction de cette démolition des revenus populaires.

L'élagage des retraites est une autre priorité gouvernementale. Avec le transfert de l'Administration nationale de la Sécurité sociale (ANSES) dans l'orbite du ministère du Développement social, la couverture des retraités sera réduite. De plus, cette réorganisation renforcera également l'utilisation effrontée des fonds de la Sécurité sociale pour financer la fuite des devises.

L'agression prochaine est déjà en vue, ce sera l'augmentation des prix liée à la dernière dévaluation du peso. Les changements des prix des médicaments et des aliments sont terribles. Macri a annoncé que cette augmentation sera atténuée par le rétablissement des « prix protégés ». Mais son gouvernement de PDG a enterré ce système et n'a pas l'intention de le remplacer. Il a également promis l'augmentation de l'allocation universelle, mais en réalité il ne s'agit que des augmentations insuffisantes déjà accordées. Tout en versant des larmes de crocodile, il a reconnu que ces miettes n'empêcheront pas l'extension de la pauvreté.

La dernière balle

La chute du peso n'est pas le seul thermomètre de la crise. L'ampleur de la récession illustre également l'effondrement. Le niveau d'activité est inférieur à 2015 et la descente se poursuit à la mesure de la méga-dévaluation. L'unique fonction de ce chaos consiste à assurer le paiement de la dette. Mais la récession génère un cercle vicieux hypothécaire et aggrave potentiellement l'incapacité à faire face aux remboursements négociés.

Les économies réalisées sur les dépenses budgétaires sont gaspillées en paiement des intérêts. Ces derniers absorbent des montants qui dépassent l'ensemble des salaires de l'administration publique et sont deux fois et demie supérieurs à l'investissement dans les infrastructures. Comme la récession affecte la collecte des impôts et réduit les revenus nécessaires pour satisfaire les créanciers, les sacrifices sont inutiles. Ils ne mèneront qu'à des nouveaux ajustements, tout aussi inutiles.

L'introduction de la taxe à l'exportation est la seule nouveauté de cette saignée. Le parti au pouvoir la présente comme un impôt équitable, visant que les gagnants de la dévaluation fassent également des sacrifices. Mais avec un dollar à 40 pesos les exportateurs ont bien augmenté leurs profits. Les premières estimations pour le soja indiquent une augmentation de sa rentabilité de 90 %. Les bénéficiaires seront supérieurs pour les roublards qui ont anticipé la déclaration des ventes à l'étranger. Comme la nouvelle taxe a un montant fixe, en pesos, son ampleur perdra de l'importance au fur et à mesure des dévaluations prochaines. Les exportateurs contrôlant eux-mêmes la liquidation des devises, ils peuvent choisir le taux de change de manière à réduire ainsi leurs taxes au minimum.

Macri a d'abord écarté la fixation de ce prélèvement à un pourcentage significatif du total exporté. Puis, pour couronner le tout, il l'a réintroduit tout en s'excusant et en réaffirmant son caractère préjudiciable. Une telle attitude réduit l'efficacité de cette recette et rend encore plus douteux son projet de zéro déficit. La faiblesse des recettes fiscales persistera par ailleurs car une taxe sur les détenteurs directs de dollars a été écartée. Le gouvernement n'a même pas envisagé d'augmenter la taxation de la richesse ou d'introduire un prélèvement sur l'épargne supérieure à cinq millions de dollars.

Les maîtres de l'économie se demandent chaque jour si un plan à ce point improvisé pourra fonctionner. Leur fameuse « confiance » dépend uniquement de la capacité - ou non - de paiement des échéances de la dette.

Ces interrogations inquiètent la direction du FMI. Macri attend de ses mandants des avances d'argent et des autorisations pour utiliser plus de réserves face à la fuite des dollars. Mais déjà il n'ose plus présenter comme acquis ce qui est négocié à Washington.

Le FMI affronte de sérieux problèmes internes pour continuer à verser des dollars dans le trou argentin. Les devises qu'il a octroyées ont été immédiatement acquises et exportées par les détenteurs de bons du Trésor et les capitalistes locaux. De ce fait il y a un court-circuit entre le ministre de l'Économie doublement démissionnaire, Nicolás Dujovne, et sa supérieure, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde. Il convient de rappeler que dans le passé le FMI a coupé les financements lorsque le risque-pays avait touché le plafond de 1 000 points.

Macri s'est imaginé une action salvatrice du gouvernement étatsunien prenant la forme d'une assistance spéciale du Trésor. Mais il est plus facile de parler à Trump au téléphone que d'obtenir une telle aide, car l'empire n'ouvre ce robinet que très exceptionnellement pour soutenir ses voisins ou ses alliés militaires.

La viabilité du nouveau plan dépend également de la réaction des classes dirigeantes. Leur ferveur initiale devant ce gouvernement des PDG décline de plus en plus vite. Les puissants sont d'accord pour décharger les ajustements sur les travailleurs, mais ils craignent les effets du bulldozer sur leurs propres entreprises.

Les banques et les divers lobbies - de l'agriculture, de l'énergie, des mines - exigent un ajustement massif sans retenues de devises. Mais cela ne conduit pas seulement à la liquidation du « Club des travaux

publics » (4). Cela affectera également la survie des groupes d'entrepreneurs d'autres secteurs importants. Ceux qui aperçoivent ce danger encouragent des retenues de devises plus importantes et des limitations concernant les opérations financières pour accompagner la chirurgie de l'appareil productif. Sergi Massa (5) a présenté un programme très apprécié par les papes de l'establishment. Les propositions de Carlos Melanconian étaient en phase avec ce cours avant que leur mise en œuvre ait été obstruée par les fonds d'investissement qui manient la Banque centrale.

Le principal problème actuel réside dans la perte du contrôle de la crise. Toutes les analyses qui attribuaient les convulsions à des facteurs externes (crise en Turquie, augmentation des taux d'intérêt, guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis) ont perdu leur auditoire. Il est évident que si ces adversités touchent un large spectre d'« économies émergentes », elles n'ont pas généré des catastrophes équivalentes à celles que connaît l'Argentine.

Il est vrai que la Turquie a également doublé son passif extérieur, mais elle l'a fait au cours d'une décennie et pour soutenir ses programmes infructueux visant à accroître la consommation, à réduire les taux d'intérêt et à développer les investissements. De ce fait son endettement frappe surtout le secteur privé. Au contraire, Macri a simplement assumé une hypothèque sans précédent, en un temps record, pour financer la fuite des capitaux.

Les porte-parole dissimulent ce détournement de fonds, attribuant tous les maux de l'économie à l'irresponsabilité fiscale historique des Argentins. Ils cachent ainsi que le gouvernement a transformé l'ancien déséquilibre des comptes publics en un déficit monumental. L'effondrement actuel n'est pas le produit de l'indiscipline des 70 dernières années. C'est le résultat direct d'un modèle néolibéral qui exporte l'épargne et importe la dette.

Macri répète les habituelles absurdités. Avec une rhétorique de sincérité (« nous disons la vérité », « nous ne cachons rien ») il déguise les mensonges qu'il a propagés au cours de ces deux dernières années. Il utilise l'imposture du courage (« nous n'avons pas recours à des raccourcis ») pour protéger les puissants et paupériser les majorités.

Avec son habituel cynisme, il affiche une distance avec la politique (« nous ne spéculons pas sur les prochaines élections ») tout en négociant avec le « parti justicialiste rationnel » et en attaquant le reste de l'opposition. Il espère préserver ainsi son gouvernement.

Mais le plus ridicule dans son dernier discours ce fut la présentation de la crise actuelle comme un sacrifice passager visant à relever le pays. Pas un seul de ses fidèles ne prend au sérieux de telles absurdités. Tous savent qu'un effondrement économique énorme, aux conséquences imprévisibles, approche.

Comparaisons avec 2001

Les analogies avec ce qui est arrivé il y a 17 ans sont à l'ordre du jour et sont devenues une référence obligatoire pour toute analyse. Le gouvernement lui-même a introduit cette référence en relançant la tentative du « déficit zéro », que Domingo Cavallo (7) a essayé avant de quitter les lieux. Dujovne et Caputo (8) reprennent ce travail destructeur de leur maître.

En 2001-2002 la dévaluation moyenne a atteint 300 %, les prix ont grimpé de 40 % et le PIB a chuté de 11 %. Avec le dollar à 40 pesos, le taux de change a atteint déjà un niveau similaire à cette époque. L'encouragement des exportations qui en découle conduit divers fonctionnaires à espérer qu'une bonne révolte, complétée par le renversement du déficit touristique, va reproduire la réactivation initiée en 2003.

Mais pour qu'un tel scénario se répète il faudrait que l'écart entre le taux de change et les prix intérieurs se maintienne, alors que cette distance tend à se diluer. Contrairement à ce qui a eu lieu au début du siècle, un nombre plus important des prix sont indexés. De plus, la résistance sociale est plus importante et le taux de chômage n'a pas atteint les pourcentages terribles de la période précédente. Si le plafond

actuel de l'inflation se maintient à 3 % mensuels, les superprofits des exportateurs vont se diluer en peu de temps.

La récession – qui a ralenti la hausse des prix – n'a pas atteint le plancher dépressif de l'étape précédente. Elle serait en moyenne moitié moins forte que cet antécédent si le PIB chutait de 2 % cette année et de 5 % en 2019. L'effondrement était de 4,4 % en 2001 et de 10,9 % en 2002. Le scénario d'une catastrophe totale peut cependant réapparaître si Dujovne et Caputo continuent de faire disparaître les pesos du marché par des coupes monétaires gigantesques et des taux d'intérêt à 60 %.

Il est exact que contrairement à 2001, les banques n'ont pas leurs dépôts en dollars liés aux crédits en pesos. Ces placements sont concentrés dans les prêts en devises aux exportateurs. Mais cette donnée n'élimine pas l'extension potentielle de la corrida des changes à son équivalent bancaire. Toutes les entités ont beaucoup de bons du Trésor dévalorisés. De plus, on perçoit déjà des problèmes de couverture du fait d'une rupture de la chaîne des paiements.

Les comparaisons avec le scénario politique de 2001 se sont généralisées également du fait de l'abrupte dévaluation de la légitimité du président. Les dernières apparitions télévisées de Macri rappellent la totale déconnexion avec la réalité qui caractérisait Fernando de la Rúa. Le leader de Cambiemos (9) fait preuve de la même incapacité de changer la direction d'un *Titanic* qui s'approche de l'iceberg.

Malgré ces similitudes, beaucoup pensent que Macri parviendra à éviter la chute. Il n'a pas encore reçu la raclée électorale de son prédécesseur et poursuit un activisme politicard, en harmonie avec le pouvoir judiciaire et les médias, pour attribuer tous les maux du pays à la corruption du kirchnerisme. Ces incursions sont cependant une arme à double tranchant, car elles stimulent l'effondrement de l'économie : les arrestations des entrepreneurs et la dépréciation des firmes impliquées dans le scandale ont ajouté de l'huile sur le feu...

Jusqu'à présent, Macri a évité une déroute de sa coalition. Il n'a pas souffert d'une désintégration semblable à celle de l'Alliance de Fernando de la Rúa, précipitée en octobre 2000 par la démission de son vice-président « Chacho » Álvarez (10). Mais certains symptômes de la fracture ont pu être observés ces derniers jours. Au lieu de grands changements de gouvernement, le mandataire désorienté s'est limité à un petit jeu de chaises musicales. Pas plus qu'il n'a réussi à suturer les déchirements internes produits par le rôle joué par son homme de confiance (Marcos Peña, chef du Cabinet des ministres). Les nouveaux visages annoncés (Melconían, Prat Gay, Lousteau, Sáenz) ont évité de se compromettre avec un navire en perdition.

À la différence de 2001, le Justicialisme [péronisme] a choisi une grande prudence. Aucun dirigeant de ce parti ne veut répéter le triste rôle joué par Rodríguez Saá (11) ou Duhalde (12) dans le défaut de paiement et la fin de la convertibilité du peso. C'est pourquoi ils parient que Macri fera le sale boulot et leur laissera le gouvernement une fois l'ajustement réalisé. En attendant cette auto-extinction de Cambiemos, le Parti justicialiste négocie le budget et tente d'éviter des élections anticipées.

Mais la principale différence avec la période qui a précédé 2001 concerne la lutte populaire. Les grandes mobilisations se poursuivent dans un climat de mécontentement croissant et de grand engagement des travailleurs syndiqués. Seule la paralysie de la bureaucratie syndicale empêche la transformation de cette résistance en une action unifiée décisive. La massive marche universitaire a ajouté à cette chaudière la participation stratégique des jeunes, qui ont déjà occupé les rues au cours de la bataille pour le droit à l'avortement.

En 2001 il n'y avait pas le filet de protection apporté par les plans sociaux dont des millions de personnes bénéficient aujourd'hui. Cette conquête est actuellement défendue par des mouvements organisés capables de mobiliser des foules. Comme les puissants se souviennent des piqueteros, ils n'osent pas couper les aides sociales. Mais cette peur les incite à renforcer l'ajustement au détriment d'autres secteurs, multipliant ainsi les fronts de luttes.

La classe moyenne vacille. Elle est frappée par les hausses des prix des services publics, mais craint les

effets d'une crise dévastatrice. Dans les interstices de ces hésitations émergent quelques concerts de casseroles et des insultes publiques contre les représentants emblématiques de l'ajustement.

Le seul moyen d'éviter des licenciements massifs, la pulvérisation des salaires et la contraction du niveau d'activité serait la suspension du paiement de la dette. Une telle décision permettrait de réduire la spéculation sur les bons du Trésor et faciliterait la réduction des taux d'intérêt qui étouffent la production. Revoir l'état réel de l'endettement par un audit détaillé de la dette relève de la même urgence.

Macri tire ses dernières cartouches alors que l'économie glisse dans les abysses. Les mouvements populaires qui prennent la rue ont la parole. Plus que jamais, c'est eux ou nous.

* Claudio Katz, professeur à l'université de Buenos Aires (UBA) et chercheur au Conseil national de recherches scientifiques et techniques (CONICET), est militant de EDI (Économistes de gauche). Outre un grand nombre de publications en castillan, il a publié en français *Sous l'empire du capital - l'impérialisme aujourd'hui* (M éditeur, Québec 2017). Voir sa page web : www.lahaine.org/katz (traduit du castillan - Argentine - par JM).

1. Lors de l'investiture du président Macri, le 10 décembre 2015, pour 1 dollar américain il fallait 9,73 pesos, le 3 janvier 2018 il en fallait 18,39 et le 15 août, 29,75. Depuis, la montée du dollar a encore connu un saut.
2. 12 des 22 ministères ont été rétrogradés en secrétariats d'État, y compris des portefeuilles clés tels que la Santé et le Travail.
3. Le 29 août dernier le président Macri a demandé au FMI d'anticiper ses versements prévus dans l'accord passé le 7 juin dernier (un prêt global de 50 milliards de dollars, dont le premier versement de 15 milliards a été effectué en juin).
4. « Club de la Obra Publica » est le nom donné à un ensemble d'entrepreneurs de travaux publics qui sous Kirchner ont obtenu des contrats de la part des ministères, avec des appels d'offres truqués, tout en reversant une partie de l'argent aux kirchneristes. Leur procès a déjà fait apparaître cet été qu'il s'agissait de dizaines de millions de dollars...
5. Sergi Massa, député, ancien directeur de la Sécurité sociale et ancien chef de Cabinet de la présidente Cristina Kirchner, dirige actuellement le courant péroniste Frente Renovador, qui a quitté le Parti justicialiste et dispose de 21 députés.
6. Carlos Melanconian, économiste et politicien, a été désigné par Macri à la tête de la Banque nationale en décembre 2015 et remplacé en janvier 2017.
7. Domingo Cavallo a été le ministre de l'Économie du président Fernando de la Rúa, du 20 mars au 20 décembre 2001, lorsqu'il a été contraint de démissionner par la mobilisation populaire.
8. Luis Caputo est l'actuel président de la Banque centrale de la République argentine.
9. Cambiemos (Changeons) est la coalition électorale mise en place en 2015 par Mauricio Macri, qui lui a permis de remporter l'élection présidentielle du 25 octobre 2015. Cette coalition regroupe les partis Propuesta Republicana (55 députés ; 9 sénateurs ; 2 gouverneurs), l'Unión Civica Radical (44 ; 13 ; 3), la Coalición Civica ARI (10 ; 0 ; 0)), le Partido Demócrata Progresista (1 député provincial dans la Province de Sante Fe), le Partido Conservador Popular (pas d'élus) et le Partido Fe (1 député national et 3 provinciaux, un sénateur dans la province de Salta).
10. Carlos « Chacho » Álvarez, élu vice-président avec Fernando de la Rúa en 1999, a dénoncé la corruption de l'administration présidentielle et a démissionné de son poste le 6 octobre 2000, abandonnant pour cinq ans toute fonction publique.
11. Adolfo Rodríguez Saá, membre du Parti justicialiste (péroniste), a occupé du 23 au 30 décembre 2001 la fonction de président de la République argentine, en tentant d'imposer un plan budgétaire draconien et en suspendant le paiement des créances.
12. Eduardo Duhalde, membre du Parti justicialiste, a été élu président par l'Assemblée nationale pour remplacer Rodríguez Saá, le 2 janvier 2002 et a été en fonction durant moins d'un an et demi. Il a abrogé la loi de convertibilité et a dévalué le peso, puis fait réprimer brutalement les manifestations de piqueteros, faisant deux morts et 33 blessés lors du dit « massacre de Avellaneda » (26 juin 2002). Devant l'indignation populaire, il a dû annoncer des élections anticipées et ne pas se présenter à la présidentielle de 2003.

Par Claudio Katz

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Inprecor 655 octobre 2018

www.inprecor.fr